

L'Étincelle



PSA Poissy

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 6 juin 2016

Tous ensemble, on les fera reculer !

Gattaz, Valls, Hollande... ont tout essayé en termes d'intox : les grévistes qui prennent « en otage » la population, le chantage sur « l'image de la France » avec l'arrivée de l'Euro ou l'appel à la fin des grèves en solidarité avec les victimes des inondations... Rien n'y fait. La majorité de la population continue à penser que la responsabilité de la situation incombe au gouvernement. Selon le journal *Les Échos*, le soutien au mouvement reste « *majoritaire chez les employés et ouvriers, les moins diplômés et les moins riches* ».

Le gouvernement met la pression

Le gouvernement cherche une porte de sortie, et met de plus en plus la pression. D'une main, il donne quelques gages : auprès des routiers, il s'engage à ce que la loi ne baisse pas la rémunération des heures supplémentaires ; il revient sur la baisse des budgets de la recherche ; aux enseignants, il promet une augmentation d'ici 2020 ; aux cheminots, il fait miroiter un accord d'entreprise à la hauteur du cadre actuel (sans remettre en cause l'essentiel des attaques)... Sans doute espère-t-il ainsi faire taire la contestation et ouvrir des tractations avec les syndicats. Pour que les directions syndicales s'en tiennent au retrait pur et simple du projet, il faut rester mobilisés.

Car sur l'essentiel, Hollande et Valls ne cèdent rien et continuent de fanfaronner que « *le projet de loi ne sera pas retiré* ». Et tandis que le ministre millionnaire Macron veut « *élargir le champ de la négociation collective d'entreprise à d'autres domaines* », suggérant d'y ajouter la question des salaires, Hollande compte sur le durcissement du texte au Sénat pour faire passer sa version pour progressiste ! Ils nous prennent pour des idiots, à nous de leur faire ravalier leur arrogance.

Les attaques pleuvent, partout...

Ce projet de loi symbolise tout ce que subissent déjà de nombreux travailleurs et que la loi Travail consacrerait et permettrait d'étendre partout. Elle n'est qu'un volet d'un plan d'attaques du patronat et du gouvernement, qu'on voit décliné partout : dans les hôpitaux avec les fermetures de services et les suppressions de postes, à la Poste avec les réorganisations qui allongent le temps de travail, à la SNCF avec le 'décret-socle' contre lequel les

cheminots se battent, dans l'automobile avec les nouveau « accords de compétitivité »...

... mais inverser le rapport de force entre les travailleurs et le patronat : c'est possible maintenant

Dans le contexte de la mobilisation contre la loi Travail, des conflits locaux ont éclaté, notamment dans le secteur privé. Il s'agit en fait de la même lutte, contre les différentes facettes de l'offensive patronale. Employés, ouvriers, postiers, cheminots, agents des hôpitaux, fonctionnaires territoriaux, d'État, chômeurs – les dernières semaines ont permis à des secteurs en lutte de se rencontrer, de prendre contact. Donc pas question de rester chacun de son côté, avec des journées d'action secteur par secteur. C'est sur cet émiettement que les patrons et le gouvernement misent pour venir à bout d'une contestation qui dure maintenant depuis trois mois.

Le rejet de la loi Travail doit permettre de faire converger toutes les luttes. Les minorités les plus déterminées ont tenu le choc : il s'agit donc de les rejoindre pour donner un nouvel élan à la mobilisation et l'étendre. Qu'une telle généralisation se fasse, et la victoire ne sera pas loin !

La prochaine grande échéance sera la manifestation nationale du 14 juin.

Dès cette semaine, joignons-nous aux manifestations prévues ce 9 juin là où elles auront lieu. Le monde du travail n'a jamais, au cours de ces dernières années, été aussi près de pouvoir renverser le rapport des forces avec le patronat.

Vol en bande organisée

Les prétendues « négociations » continuent : la direction menace maintenant d'étendre la modulation à -12/+10 jours. Les compteurs négatifs seront conservés d'une année à l'autre pendant 3 ans (avec un maximum de -9 jours par an). Trois ans de modulation au bon plaisir du patron : samedis gratuits à gogo, puis plusieurs semaines et journées de chômage, tout ça en deux fois pire qu'actuellement.

Et même si par miracle ton compteur d'H+ devait être excédentaire en fin d'année : l'accord prévoit de ne payer qu'au-dessus de +5 jours. En clair : tes samedis travaillés tu ne te les feras jamais payer !

NCS 1, NCS 2... faut que ça cesse !

Tous les samedis de juin seront travaillés (deux pour la 22, deux pour la 12), sans compter les rallongements d'horaires. Et PSA prévoit déjà de nous faire chômer la semaine 43 et on commence à nous parler d'une semaine de chômage en juin 2017. La modulation va bon train... pour ne pas nous payer.

Soleil de minuit

La direction veut que l'équipe de nuit travaille 28h30 par semaine payées comme en 2x8. Pour les patrons, la nuit c'est donc le jour !

Et si le salarié de nuit travaille plus de 28h30, les heures en plus ne seront pas payées en fin de mois mais à la fin de l'année avec un système de compteur. Seule la majoration sera payée à la fin du mois mais seulement à 10 %. L'arnaque totale !

Derrière le NCS 2 se cache la loi travail

À PSA, à Smart ou ailleurs, la direction n'a pas attendu la loi Travail pour généraliser les chantages, accords compétitivité et autres « Nouveaux contrats sociaux » sous menace de licenciements. Ces chantages prévalent déjà de fait sur tout accord national ou de branche. La loi Travail permettra de les renforcer en facilitant les licenciements : tous les prétextes seront bons et à moindres coûts.

Les raffineurs, les cheminots, ceux de la RATP des aéroports se battent contre les chantages, les licenciements et donc contre la loi travail. Le 14 juin, soyons nombreux à la combattre dans la rue avec eux !

Au B1, les Faurecia toujours en lutte

Les collègues du sous-traitant Faurecia du B1, qui préparent les pots d'échappement pour le B2, sont en grève depuis le lundi 30 mai. Ils réclament de meilleures conditions de travail et une vraie augmentation. Le PDG de Faurecia se fait du 11 400 € par jour : presque autant que Tavares en fait !

300 € mensuels c'est un minimum qui manque sur nos fiches de paie qu'ont soit sous-traitant ou PSA.

I'm working in the rain

Avec le climat, ça pisse de partout dans presque tous les bâtiments. Pas seulement les toits, même les gouttières aussi datent de la période Chrysler.

Mettre des bacs, des bâches de protections, des interdictions de circulations à causes des sols glissants... tout ça c'est du provisoire. La direction est la première à nous faire la leçon sur la tenue de notre poste, mais de son côté elle laisse l'usine partir en morceau au lieu de régler définitivement les fuites.

Heureusement qu'il ne s'était pas fait mal ailleurs

Vendredi 27 mai, Montage B2, MV3, équipe 12. Un intérimaire qui travaille aux mises en place des plaques à sonorisation, s'est fait mal au dos et à l'épaule. Plutôt que de l'envoyer à l'infirmerie comme il aurait dû, le moniteur s'est improvisé médecin et a commencé à le... masser. Avec un pareil « soin », il n'était pas question de reprendre le travail, alors le RG s'en est mêlé, puis le RF... Tout ça pour ne pas l'envoyer à l'infirmerie, au mépris du règlement.

Ici, ce sont les incompetents qui donnent les sanctions

En milieu de semaine dernière, Montage B2, équipe 12, à la mise en place des pare-chocs, la direction avait mis à pied un collègue intérimaire. Seulement voilà, personne ne l'avait prévenu, il a donc fait le trajet de chez lui jusqu'à l'usine pour qu'on lui dise de repartir.

La direction aurait pu au moins payer le trajet ou reporter la sanction, mais quand on n'est pas fichu de communiquer avec des boîtes d'intérim, on peut aussi s'abstenir d'infliger des sanctions aux autres...

I want you for PSA Army

Des travailleurs payés par l'État et amenés en Jeep au boulot, le tout enrobé d'une discipline militaire : PSA en rêvait, Hollande l'a fait. Ça s'appelle le Service Militaire Volontaire et c'est actuellement à PSA Trémery. 9 jeunes viennent chaque jour bosser comme caristes, livrés par l'État-major de la caserne d'à côté.

PSA, licencieur en chef, se vante d'améliorer l'« employabilité » des jeunes. Quand on se moque du monde, autant pas le faire à moitié.

L'État, super héros des super bénéfices

Après avoir volé au secours des finances de PSA, l'État songerait à céder ses actifs. À qui ? À la famille Peugeot bien sûr ! Après avoir nationalisé les pertes sur nos impôts, quoi de plus naturel que de privatiser les gains au bénéfice des mêmes ? C'est à ça que sert l'État.

1,2 milliard de profits annoncés pour 2015, une belle affaire ! Pour nous, en revanche c'est suppressions de poste, gel des salaires et Nouveau contrat social. On plaint les prochains bénéficiaires de l'aide étatique.

Out of the race...

Un jour footballeur, l'autre syndicaliste mais toujours pilote de course. Tavares a fait un tête-à-queue sur circuit automobile, là-dessus il n'a rien trouvé de mieux que de comparer l'industrie automobile (nos emplois donc) à son passe-temps favori. À la différence qu'au volant de ses bolides il ne peut qu'être seul à partir dans le décor. En ce qui concerne PSA nulle envie de l'accompagner et surtout de le précéder.